

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BOGOTA

N°12 –25 mars 2021

En bref

En 2020, chaque Vénézuélien a consommé en moyenne 3 kilos de viande, contre 69 kilos en 1999, l'année de l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez. La production de denrées animales du Venezuela

couvre à peine 40% des besoins de la population (estimée à environ 28 millions de personnes) en raison des pénuries de carburant, de la réduction des importations et en l'absence de financement du secteur de l'élevage. En 2020, un kilo de viande vaut entre 4 et 6 USD, soit entre 3 et 4,5 fois le salaire minimum.

LE CHIFFRE À RETENIR

3 KILOS

C'est la consommation moyenne de viande d'un Vénézuélien pour l'année 2020.

BOLIVIE

Le gouvernement présente son Programme budgétaire et financier 2021.

Cet accord signé entre le MEF et la Banque centrale (BCB) pose des objectifs macroéconomiques pour l'exercice 2021. Parmi ceux-ci, une croissance de 4,4%, une inflation de 2,6%, un déficit budgétaire de 9,7%, une croissance des réserves internationales de 1,1 Md USD et un investissement public de 4 Mds USD. Lors de sa présentation, le Président Luis Arce a souligné que l'État aura un rôle important dans la reprise économique de cette année.

La Bolivie reprend les négociations avec l'Allemand ACI Systems pour l'exploitation du lithium.

L'État bolivien et l'entreprise allemande ACI Systems sont actuellement en négociations pour reprendre leur projet de joint-venture (dans laquelle l'État dispose de 51% des actions) pour l'exploitation du lithium dans le « salar » d'Uyuni.

Le projet avait été annulé au moment des manifestations qui avaient suivi le scrutin présidentiel controversé d'octobre 2019 et qui avaient entraîné le départ d'Evo Morales. L'accord prévoyait un investissement total de 1,2 Md USD pour la construction d'un complexe industriel pour la production de batteries de lithium-ion.

COLOMBIE

Au total, la BID s'est engagée à hauteur de 1,25 Md USD.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé des opérations d'un montant de 1,25 milliard de dollars pour la Colombie en 2021 afin de contribuer à la reprise économique durable et inclusive du pays. Les ressources seront utilisées pour financer le budget général de la nation pour cette année fiscale, y compris un soutien spécifique aux projets d'investissement sur les questions de la transformation numérique de la justice, de la logistique et des dispositifs de partenariat

public-privé. Parmi les projets en préparation figure un programme d'appui budgétaire de 600 millions de dollars visant à faire progresser le programme de politique publique de la Colombie en matière de croissance verte et de développement durable.

annoncé qu'elle approuvera cette année un prêt de 290 MUSD pour la Colombie sous forme de prêts pour la croissance verte, la transformation numérique et le soutien aux migrants vénézuéliens. Les ressources seront utilisées pour financer le budget général de la nation pour cet exercice, y compris un soutien spécifique aux projets d'investissement sur les questions de la transformation numérique de la justice, de la logistique et des dispositifs de partenariat public-privé.

La réforme fiscale est encore plus ambitieuse que prévu.

Bien que le gouvernement n'ait pas encore présenté officiellement ou publiquement le projet de réforme fiscale (dénommée «loi de solidarité soutenable»), plusieurs informations sont déjà publiques : l'Etat cherche à récolter 5,9 Mds USD, c'est-à-dire 2,2% du PIB (dont environ 60% proviennent des impôts sur les particuliers) et non plus 3,5 Mds USD comme annoncé initialement. La première tranche de 2,4 Mds USD devrait être collectée par le biais de la TVA, une autre tranche de 3,9 Mds USD par la modification des impôts sur les personnes physiques, et la dernière tranche de 700,2 MUSD par le biais des impôts sur les personnes morales. Par ailleurs, 1,1 Md USD sera redistribué aux régions par le biais du système général de participation (SGP). Ces nouveaux financements seraient destinés à la fois à augmenter les prestations sociales (0,8% du PIB) et à réduire les besoins fiscaux (1,4% PIB).

La France et la Colombie ont signé un accord de coopération sur la ville durable.

Le ministre colombien du Logement, de la Ville et du Territoire et l'ambassadrice de France en Colombie ont signé une lettre d'intention de coopération en matière de villes durables. De cette manière, le gouvernement national entend continuer de joindre ses efforts pour promouvoir les initiatives qui contribuent à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. En 2020, un travail conjoint avait aussi été réalisé pour l'accompagnement et l'appui méthodologique par la France afin de préparer les conditions d'une extension du projet EcoBarrios, qui met en avant le seul quartier d'Amérique latine labellisé selon les standards français Ecoquartiers à Cali, à d'autres quartiers pilotes.

EQUATEUR

Pertes record des entreprises publiques en 2020.

A la suite de la mise en liquidation de 6 entreprises publiques en mai 2020 (la compagnie aérienne publique Tame, les chemins de fer, un centre sportif de haut niveau, la poste, les médias publics et l'entreprise publique Siembra), ces dernières affichent des dettes et autres passifs totalisant 430 MUSD, que le nouveau gouvernement devra assumer avant de les mettre en concession. Entre 2017 et 2021, les effectifs de ces entreprises sont passés de 6.174 à 900 salariés, soit une réduction de 85% des effectifs. Les indemnités au titre des licenciements font partie des dettes. En 2020, ces entreprises ont affiché des pertes record équivalentes à 18 MUSD.

Augmentation de la production publique de pétrole à partir d'avril.

Petroecuador a annoncé une augmentation de la production de pétrole qui serait supérieure à 400.000 barils/jour à partir du mois d'avril 2021. La moyenne de production de l'entreprise publique a été de 388.000 barils/jour en 2020, très en dessous de la production attendue (la moyenne de production aurait dû être supérieure à 400.000 barils/jour dès 2020) en raison de la rupture des oléoducs. L'augmentation de la production sera possible grâce à l'exploitation de 8 champs pétroliers dans le périmètre d'ITT (Ishpingo, Tambococha, Taputini) et de 5 champs pétroliers supplémentaires à Sacha (bloc 60).

PEROU

Autour de 100.000 restaurants auraient fermé, détruisant 1,5 M d'emplois.

C'est le bilan annoncé par l'Union des Corporations et Associations de Restaurants du Pérou, qui juge la profession gravement impactée par les restrictions sanitaires contre la pandémie de COVID-19. Cette organisation demande au gouvernement l'augmentation de la capacité d'accueil à l'intérieur et à l'extérieur des restaurants et une exonération de la TVA (18%) pour 24 mois. Elle estime également que le confinement du 1^{er} au 4 avril (Pâques) obligera 70% des restaurants (qui ne peuvent pas faire des livraisons à domicile) à fermer, entraînant des pertes de 40 MUSD.

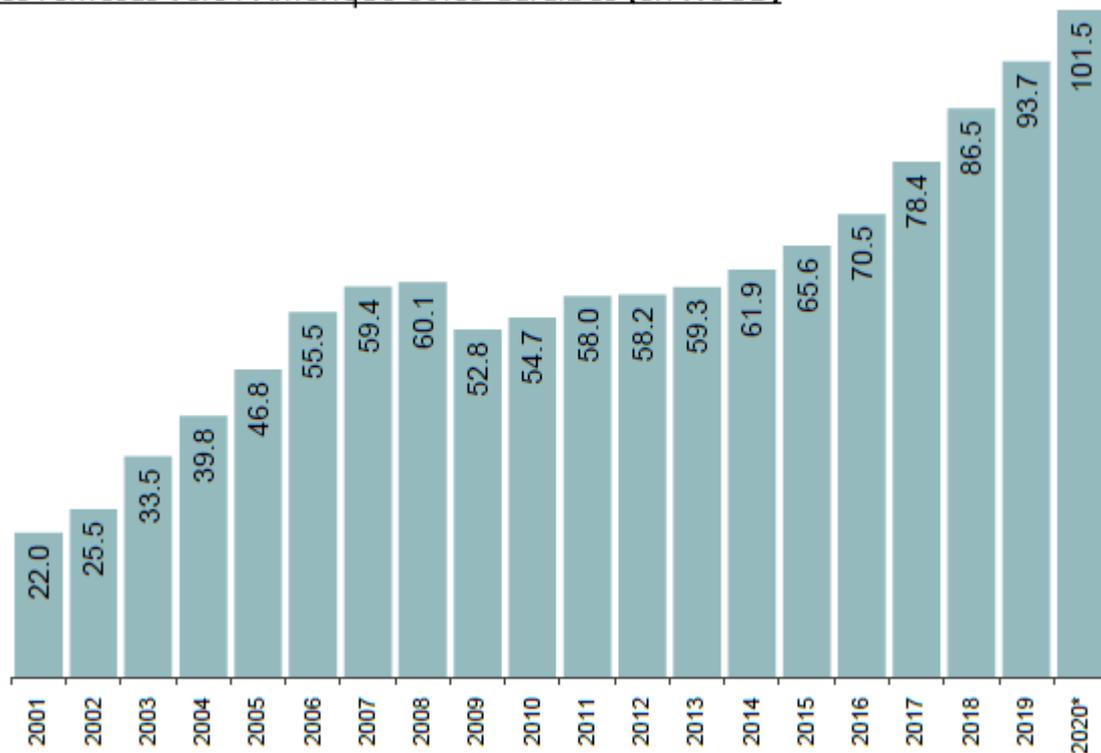
Le gouvernement et les transporteurs trouvent un accord

Après 5 jours de grève qui ont entraîné des blocages de routes, l'exécutif et les transporteurs ont trouvé un accord le 20 mars dernier. Parmi les concessions faites par le gouvernement au syndicat, se trouvent l'inclusion du diesel dans le fonds de stabilisation des prix (afin de réduire ses fluctuations), une réduction de 0,43 USD/gallon du prix du diesel vendu par Petroperú aux transporteurs et la possibilité pour les chauffeurs ayant fait l'objet d'une amende d'accéder au remboursement de 53% de l'ISC (impôt qui taxe les produits nuisibles) sur les combustibles.

VENEZUELA

PDVSA réduit sa production de brut léger après la rupture d'un gazoduc.

La compagnie pétrolière publique PdVSA a réduit sa production de brut léger d'au moins 30.000 barils par jour (bpd) après la rupture d'un gazoduc utilisé pour le transport du gaz naturel qui a entraîné l'arrêt de 85 puits. PdVSA a cherché ces derniers mois à relancer la production de brut, qui est tombée l'an dernier à son plus bas niveau depuis des décennies, sous la barre des 400.000 bpd pendant plusieurs mois, selon les chiffres fournis par le Venezuela à l'OPEP. La production avait rebondi à 538.000 bpd en février, selon les données de l'OPEP, et les autorités s'étaient engagées à porter la production à 1,5 million de bpd cette année.

DOSSIER DU MOIS :**L'importance des remesas pour les pays de la zone et l'impact de la pandémie.**Les remesas vers l'Amérique et les Caraïbes (en MUSD)

Source : Calculs de la CEMLA à partir des données Banques centrales.

*: estimation.

En Bolivie, le montant des remesas a atteint 980 MUSD en novembre 2020 (dernière donnée disponible), soit une chute de 17,6% (en g.a.). Les envois de fonds des travailleurs ont diminué par rapport à leurs niveaux mensuels de 2019 jusqu'en août, avec une chute particulièrement prononcée en avril puis ont recommencé à croître à partir de septembre. Les remesas proviennent principalement d'Espagne, des États-Unis, du Chili, du Brésil et d'Argentine et sont presque pour moitié destinées au département de Santa Cruz.

En Colombie, les envois de fonds des travailleurs ont augmenté de 2,52% en 2020 par rapport à 2019 (une année déjà record), à 6,9 Mds USD. La performance du dernier mois de l'année a connu un résultat exceptionnel, avec une croissance de 8,32 % par rapport au même mois de 2019. Les envois de fonds vers la Colombie proviennent principalement des États-Unis et d'Espagne, bien que ces dernières années une augmentation des envois en provenance de destinations telles que la France, l'Argentine et le Chili a été constatée.



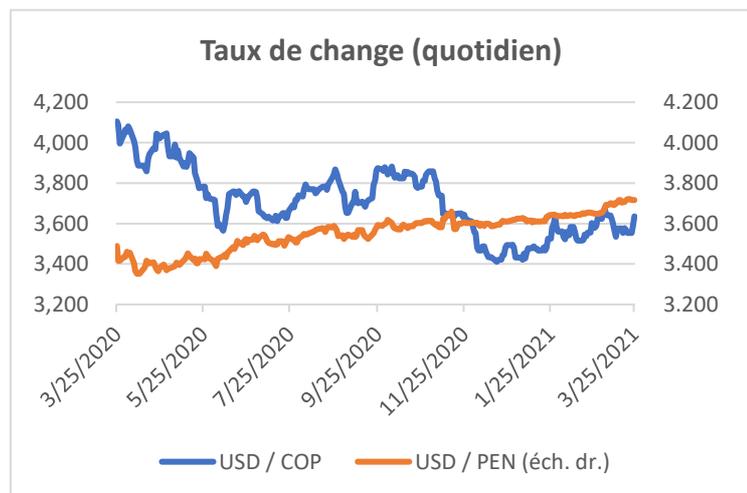
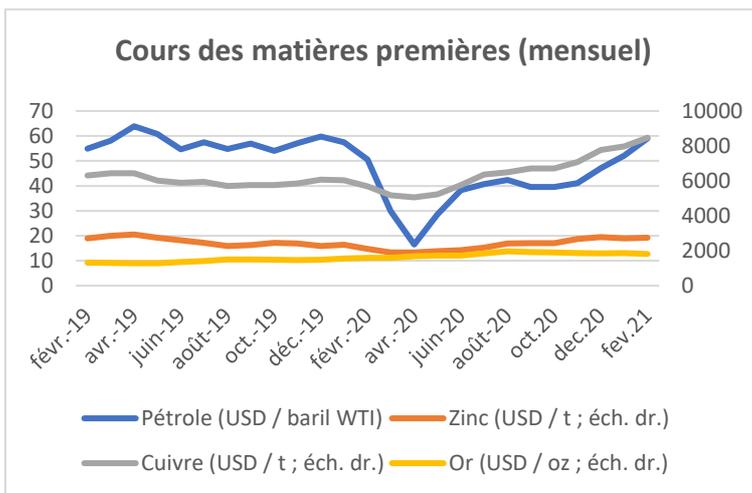
En Equateur, les transferts de fonds ont augmenté de 24,3%, passant de 2,6 Mds USD à 3,2 Mds USD entre 2016 et 2019. Au troisième trimestre 2020 (dernier chiffre disponible), les remesas ont atteint un record historique s'établissant à 953 MUSD (2,3 Mds USD en cumulé), en augmentation de 40% par rapport au trimestre précédent et de 12,7% en glissement annuel, reflétant la reprise de l'activité aux États-Unis (64% au T3), et dans une moindre mesure en Espagne (21,5% au T3). Ces transferts monétaires ont représenté en 2019 l'équivalent de 12% des exportations totales du pays.

Au Pérou, les transferts de fonds depuis l'étranger sont passés de 3,3 Mds USD en 2019 (1,4% du PIB et record historique) à 2,9 Mds USD en 2020, soit une baisse de 31,3%. Une récupération des remesas est attendue, surtout des transferts en provenance des États-Unis. Les envois de remesas devraient atteindre 3,1 Mds USD en 2021 puis 3,2 Mds USD en 2022. Ces

transferts proviennent principalement des États-Unis, d'Espagne, d'Italie, d'Argentine et du Chili.

Au Venezuela, les transferts de fonds complètent fortement (voire remplacent) les salaires et les retraites comme moyen de subsistance (40 à 45% des Vénézuéliens en bénéficient). En 2019, les remesas auraient atteint 3,5 Mds USD et semblent avoir chuté de plus de la moitié en 2020 (les estimations restent difficiles en raison de l'absence de données officielles fiables sur ce sujet), les migrants vénézuéliens s'étant montrés plus vulnérables aux conséquences de la pandémie (migration relativement jeune et récente avec des filets de sécurité moins résilients). Cependant, les envois de fonds représentent encore près de 5% du PIB et sont toujours très élevés comparativement aux 400 à 550 MUSD que représentent les salaires de l'administration publique et les retraites de 7M de Vénézuéliens.

Les graphiques de la semaine :

**Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :**

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.9	5.6	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-7.9	4.6	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-11	4.7	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	26.2	8.12	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-12	9	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.1	1.49	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-25	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-10.4	4.5	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4.5	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-6.3	5.8	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.5	4.3	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, Oct 20), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international